

DSNA
Direction des Opérations

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation des sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025-SNAO-004

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

Type de contrat

Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

SOMMAIRE

1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.	STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	11
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	18
7.	LITIGE ET SANCTIONS.....	22
8.	FIN DU DE L'ACCORD-CADRE	25

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

L'accord-cadre porte sur les prestations suivantes : Prestations de maintenance préventive, corrective d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)

Références à la nomenclature européenne (CPV) :
50730000-1

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations sont les sites du CRNA Ouest et du SNA Ouest, présents sur les **régions Bretagne, Pays de la Loire et Normandie**.

■ Pièces contractuelles :

L'accord-cadre est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la société et le bordereau de prix complété ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi ;
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1 ;
- le cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) et ses annexes ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché
- les bons de commande ;
- les échanges écrits si ceux-ci comportent des éléments impactant le bon déroulement de la prestation.

1.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de la DSNA, représenté par Guillaume BLANDEL, le Directeur des Opérations ou ses représentants.

Adresse et coordonnées :

Direction des Opérations
9 rue de Champagne
91200 Athis-Mons

Le Pôle Achat DSNA antenne DO est le service chargé de passer le marché au nom de la Direction des Opérations pour le centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA-O) et le Service de la Navigation aérienne Ouest (SNA-O).

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

■ Représentation des parties :

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un accord-cadre de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme de l'accord-cadre :

Les prestations sont décomposées comme suit en **4 lots**.

La forme retenue pour l'exécution de l'accord-cadre est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	Prestations de maintenance préventive et corrective des installations de climatisation et de chauffage du SNA-O et du CRNA-O - montant maximum 403 083,33 € HT-483 700€ TTC
Lot n°1	Equipements de la zone de Brest
Lot n°2	Equipements de la zone de Rennes
Lot n°3	Equipements de la zone de Nantes
Lot n°4	Equipements de la zone de Deauville

■ Modalités d'attribution :

L'accord-cadre est mono attributaire.

■ Montant maximum :

Le montant estimé est de 280 833.33€ soit 337 000€ TTTC pour la durée totale de l'accord-cadre.

Le montant maximum est de 403 083.33 € HT soit 483 700€ TTC pour la durée totale de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée initialement prévue par l'acheteur.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro de l'accord-cadre : 2025-SNAO-004,
- numéro du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique à 10 chiffres communiqué lors de la notification des bons de commandes
- code service exécutant : 41 pour le SNA Ouest, 44 pour le CRNA Ouest,
- lot et groupe de l'accord cadre concernés par la prestation,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximal de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée de validité de l'accord-cadre :

L'**accord-cadre** est conclu pour une durée de **12 mois reconductible 3 fois** à compter du 7 avril 2026 ou au plus tard à sa date de notification.

Les durées de chaque lot sont les suivantes :

Elément du contrat	Durée maximum
Lot n°1 Equipements de la zone de Brest	12 mois reconductible 3 fois
Lot n°2 Equipements de la zone de Rennes	12 mois reconductible 3 fois
Lot n°3 Equipements de la zone de Nantes	12 mois reconductible 3 fois
Lot n°4 Equipements de la zone de Deauville	12 mois reconductible 3 fois

■ Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible **3 fois** maximum dans les conditions suivantes :

Type	Objet, délai
Lot 1	Equipements de la zone de Brest : 12 mois à compter du 7 avril 2026 ou au plus tard à sa date de notification (CPV 50730000-1 : Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération)
Période	Période initiale : 12 mois
Période	Reconduction n°1 : 12 mois à compter de la période initiale
Période	Reconduction n°2 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°1
Période	Reconduction n°3 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°2
Lot 2	Equipements de la zone de Rennes : 12 mois à compter du 7 avril 2026 ou au plus tard à sa date de notification

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Type	Objet, délai
	(CPV 50730000-1 : Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération)
Période	Période initiale : 12 mois
Période	Reconduction n°1 : 12 mois à compter de la fin de la période initiale
Période	Reconduction n°2 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°1
Période	Reconduction n°3 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°2
Lot 3	Equipements de la zone de Nantes : 12 mois à compter du 7 avril 2026 ou au plus tard à sa date de notification (CPV 50730000-1 : Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération)
Période	Période initiale : 12 mois
Période	Reconduction n°1 : 12 mois à compter de la fin de la période initiale
Période	Reconduction n°2 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°1
Période	Reconduction n°3 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°2
Lot 4	Equipements de la zone de Deauville : 12 mois à compter du 7 avril 2026 ou au plus tard à sa date de notification (CPV 50730000-1 : Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération)
Période	Période initiale en quantités : 12 mois
Période	Reconduction n°1 : 12 mois à compter de la fin de la période initiale
Période	Reconduction n°2 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°1
Période	Reconduction n°3 : 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°2

■ Reconduction de l'accord-cadre :

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut en aucun cas s'y opposer en application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois de manière tacite, pour une durée de 12 mois.

En cas de décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, cette décision de l'acheteur est expresse et est adressée au titulaire un mois avant l'expiration de la période en cours, via PLACE. Cette décision n'entraîne aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

Il peut toutefois être dénoncé ou résilié à tout moment pour non-respect des clauses du cahier des charges, par lettre recommandée avec accusé de réception, après mise en demeure préalable.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

La résiliation ou la non-reconduction de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande s'il est émis avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations s'exécute conformément aux articles 2.3 et 2.4 du CCTP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai fixé au bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

■ Délais de remise des documents :

Voir articles 2.3 (maintenance préventive), 2.4 (maintenance corrective) et 3.3 (respect de l'environnement) du CCTP.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix des prestations prévues à l'accord-cadre sont mixtes.

Prix forfaitaire de la maintenance préventive :

Les interventions de maintenance préventive sont traitées à prix forfaitaire. Les prix forfaitaires sont indiqués dans le bordereau des prix.

Prix unitaires de prestations d'interventions correctives et de remplacement d'équipements à bons de commande

Pour la maintenance corrective et le remplacement d'équipements, le titulaire propose un devis qui inclut :

- Le prix de l'équipement, le prix des pièces et fournitures de rechange. L'administration se réserve le droit d'exiger un justificatif du prix d'achat auprès du fournisseur direct (copie du devis ou de la facture). Pour le remplacement d'équipements, le service bénéficiaire se réserve le droit de passer commande à tout fournisseur de son choix, en cas d'urgence ou si la proposition tarifaire d'un autre fournisseur est moins élevée.

- La main d'œuvre (le cas échéant) une estimation du nombre d'heures, à laquelle seront appliqués les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix (partie corrective) ainsi que le forfait de déplacement.

Dans le cas où le nombre d'heures de main d'œuvre réellement effectué s'avère inférieur au nombre d'heures prévu dans le bon de commande, le montant est ajusté à la baisse au moment de la facturation.

Si au contraire le nombre d'heures de main d'œuvre prévu dans le devis s'avère insuffisant, le titulaire propose un devis complémentaire au service bénéficiaire, qui se réserve le droit de l'accepter ou de le refuser.

■ Variation des prix :

Les prix initiaux figurant au bordereau des prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord cadre puis révisables à la date anniversaire de la notification du marché.

Les prix du contrat sont révisables à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de remise des offres finales.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

A l'initiative de l'acheteur, la révision des prix est effectuée à chaque date anniversaire de la notification du marché en utilisant comme indice la dernière valeur connue de l'indice publié au bulletin mensuel de la statistique édité par l'INSEE ou par Le Moniteur à la date de révision.

Le courrier de révision des prix est envoyé via la plate-forme de la Place ou par tout autre moyen permettant d'avoir un accusé réception.

Pour les prestations objet du présent marché les prix indiqués dans chaque annexe financière sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.80(ICHT-IME/ICHT-IME_o + 0.20(FSD2/FSD2_o))]$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé

P_o : est le prix, indiqué dans chaque annexe financière et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro », mois de remise de l'offre finale.

ICHT-IME Identifiant 00156183 : est la dernière valeur connue de l'Indice à la date de révision.

ICHT-IME_o Identifiant 00156183 : est la valeur en vigueur au mois de remise de l'offre finale.

FSD2 Identifiant 010766502 : est la dernière valeur connue de l'Indice à la date de révision.

FSD_o Identifiant 010766502 : est la valeur en vigueur au mois de remise de l'offre finale.

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
001565183	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques
010766502	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant mais via un ordre de service, en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au mois de remise des offres finales.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre finale remise par le titulaire.

En cas de négociation, le mois pris en compte pour la révision est le mois de la remise de l'offre négociée.

Le coefficient de révision obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur (i.e, à la troisième décimale) :

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (cas valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi au niveau supérieur).

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre finale remise par le titulaire.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Les prix révisés entrent en vigueur à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord cadre et s'appliquent aux bons de commande à émettre (y c ceux portant sur une intervention antérieure à la date de révision dans le cas d'une régularisation pour les maintenances correctives urgentes).

■ Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance, transport et gestion des déchets ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

4.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sans objet

■ Délais de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ Paiement des membres du groupement :

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ Présentation des demandes de paiement :

Outre les mentions légales, les demandes de paiements devront comporter le numéro de l'accord-cadre.

Les demandes de paiement sont à libeller au nom du service émetteur de la commande. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique.

Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » (La DGAC est bien un service du Ministère des Transports, mais il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail Chorus Pro).

Le titulaire devra organiser sa facturation suivant les groupes indiqués dans le lot n°1 lorsque ce

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

dernier comporte plusieurs entités de la DGAC séparées en groupe (Groupe A : SNA Ouest (SE41) et Groupe B : CRNA Ouest (SE44)).

Maintenance préventive

La facturation est faite par lot et, à l'intérieur de chaque lot, par groupe.

Pour les groupes sur lesquels une seule visite annuelle est prévue, la facturation est annuelle. La facture est à déposer sur Chorus Pro après réalisation de l'intervention.

Pour les groupes sur lesquels plusieurs visites sont prévues dans l'année, le titulaire établira une facturation semestrielle (les prix du bordereau des prix (BP) sont à diviser par deux).

A la fin de chaque semestre à compter de la notification de l'accord cadre (octobre et mars), il appartient au titulaire de déposer sa facture à terme, sur le portail CHORUS Pro, à l'aide du numéro SIRET de la DGAC (12006401900074), du code service exécutant et du numéro d'engagement juridique transmis avec le courrier de notification des bons de commandes.

Maintenance corrective

La facturation est faite après service fait, après chaque intervention. Il appartient au titulaire de déposer sa facture à terme, sur le portail CHORUS Pro, à l'aide du numéro SIRET de la DGAC (12006401900074), du code service exécutant et du numéro d'engagement juridique transmis avec le courrier de notification des bons de commandes.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations de l'accord-cadre sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique) après service fait.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable principal du budget annexe contrôle et exploitation aériens (BACEA), 50 rue Henry Farman, 75720 Paris Cedex 15.

■ **Intérêts moratoires :**

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Documentation :

Après chaque intervention de maintenance préventive, le titulaire du marché doit :

- Rédiger un bon d'attachement indiquant la nature de la prestation, la date, le matériel sur lequel il est intervenu, le nom du technicien et les observations de sa visite ;
- Transmettre ce bon d'attachement au contact figurant à l'article 1.4 du CCTP au plus tard 7 jours ouvrés après la visite effectuée ;
- Renseigner le classeur de suivi de l'installation ;
- Fournir au représentant du SNA-O et du CRNA-O (cf. article 1.4 du CCTP) :
 - Un rapport de visite
 - Les opérations prévues à la visite suivante ;
 - Les opérations qui n'ont pu être réalisées lors de la visite écoulée ;
 - Toutes anomalies constatées justifiant ou non une intervention ;
 - Éventuellement un devis si des travaux sont à effectuer (cf. article 3.4.1).

Prévenir de la péremption du système (plus de fabrication de pièces de rechange)
En cas de nécessité, le titulaire propose des actions de correction ou de rénovation.

■ Point de départ des délais :

Prestations forfaitaires :

- Les prestations commencent à courir à compter du 7 avril 2026 ou au plus tard à sa date de notification.

Prestations à bons de commande :

Les délais commencent à courir à compter de la date de notification des bons de commande ou de la date d'effet portée sur ces bons si cette date est postérieure à la date de notification ou de la date précisée dans l'ordre de service s'il y a lieu.

5.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

5.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le marché comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage aux côtés de la DSNA dans une démarche de développement durable pour l'exécution du présent accord-cadre. A ce titre, le titulaire effectue les prestations de maintenance préventive et corrective en prenant toutes les précautions nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que les actions qu'il a décrites lors du dépôt de son offre concernant la protection de l'environnement. Il assure également la traçabilité de toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets (fluides frigorigènes, produits chimiques, huiles, filtres, chiffons, organes défectueux ou usagés remplacés etc...) par la transmission du bordereau de suivi des déchets (BSD) à l'acheteur.

Optimisation des consommations énergétiques : le titulaire a pour mission de veiller à l'optimisation des consommations énergétiques tant en électricité qu'en gaz et fluides des installations.

Le titulaire privilégie pour la réalisation des prestations de maintenance, l'utilisation de véhicules de fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ Clause environnementale BEGES :

L'accord-cadre prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans. Ainsi, si le Titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'Acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le Titulaire fournit à l'Acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

■ Conditions d'exécution à visée sociale :

La DSNA développe des actions visant à favoriser l'insertion professionnelle, notamment dans les filières qui se heurtent à des difficultés de recrutement ou de renouvellement des effectifs.

La commande publique qui représente environ 10 % du produit intérieur brut de la France est un levier considérable à la disposition des collectivités locales pour mettre en œuvre des actions en faveur de l'emploi et de l'insertion.

Le cadre juridique de la commande publique prévoit différentes modalités visant à favoriser l'insertion dans les marchés publics dont la possibilité d'intégrer des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère social.

Dans ce cadre, la DSNA introduit dans les marchés publics le permettant une action d'insertion professionnelle dite « Clause d'insertion professionnelle ». Ce dispositif a pour objet de réserver à des personnes éloignées du milieu de l'emploi une part minimale des heures nécessaires à la réalisation des prestations concernées. L'introduction de clauses d'insertion dans les marchés publics à un double objectif :

- permettre à des personnes éprouvant des difficultés d'accéder au marché du travail en leur proposant une offre d'emploi,
- assurer la consolidation de ces emplois par un partenariat étroit avec les entreprises et les branches professionnelles concernées.

Descriptif de l'action d'insertion professionnelle

Objet de l'action d'insertion

L'action d'insertion professionnelle dite « clause insertion professionnelle » consiste à réserver dans le marché un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

La proportion de la part de « main d'œuvre » réservée au public éloigné du milieu de l'emploi est d'au moins 5 % du nombre d'heures total nécessaire à la réalisation des prestations.

La détermination du nombre d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage.

Le nombre d'heures d'insertion pour les marchés à bons de commande avec montants minimum et maximum est calculé sur la base du montant minimum estimé du marché.

Le nombre d'heures de travail à réaliser par du personnel en situation d'insertion est fixé à :

35 heures sur la durée totale du marché pour le lot 1

Public concerné

Les clauses d'insertion professionnelle ne sont pas un dispositif d'accès à l'emploi de droit commun. Elles concernent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché, les critères d'éligibilité au dispositif sont les suivants :

- Les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), prioritairement accompagnés par les Missions locales, ou en reconversion professionnelle,
- Les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois,
- Les bénéficiaires d'un Pass I.A.E. (Insertion par l'Activité Economique)
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés.

Modalités d'application

Mesures à la disposition des entreprises pour mettre en œuvre la clause d'insertion.

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché les entreprises ont le choix entre 4 possibilités :

1. le recrutement direct en CDI, CDD, Contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (en embauche directe ou par l'intermédiaire d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)),
2. le recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.), une Entreprise de Travail Temporaire (E.T.T.) agréée par le maître d'ouvrage ou une association de mise à disposition de personnel (Association Intermédiaire),
3. la sous-traitance ou la co-traitance à une entreprise d'insertion (E.I.),
4. le recours à une solution mixte.

Mutualisation d'heures d'insertion

La mutualisation d'heures d'insertion pour répondre aux clauses d'insertion des marchés lancés par les différents maîtres d'ouvrage du département du Finistère est possible sous conditions.

Clause d'insertion et sous-traitance

Si le titulaire du marché présente un sous-traitant, la clause d'insertion sera activée sous sa responsabilité et en partenariat avec les structures locales d'insertion.

D) Rôle attendu de l'entreprise titulaire du marché :

- Accueil et accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion,
- Formation au dispositif de sécurité lié à l'activité,
- Transmission des savoir-faire liés aux tâches confiées,
- Suivi régulier des bénéficiaires.

E) Reconduction du marché

En cas de reconduction du marché, l'entreprise devra s'acquitter du nombre d'heures d'insertion minimum prévu par le marché initial.

Lors de la reconduction, le maître d'ouvrage adressera à l'entreprise une annexe à l'acte d'engagement « Action d'insertion professionnelle » qui devra être retournée dûment complétée et signée.

L'entreprise pourra choisir parmi les 4 mesures prévues au II)A du présent document pour mettre en œuvre l'action d'insertion.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate notamment à cette consultation comprenant une « clause d'insertion professionnelle », un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place par l'acheteur dans le cadre d'un partenariat avec Défis Emploi Pays de Brest.

Ce dispositif s'appuie sur un chargé de mission « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra* faire appel afin :

- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Le chargé de mission assurera le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le référent (tuteur) désigné par le titulaire.

*S'agissant du recours à l'option 3 « sous-traitance ou co-traitance à une entreprise d'insertion (E.I.) », l'entreprise a l'obligation de prendre l'attache de Défis emploi qui validera le cas échéant le recours à cette option,

Pour tous renseignements complémentaires :

DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST CHARGE DE MISSION « CLAUSE D'INSERTION »

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Tél : 02.98.42.08.24

Courriels :

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet : c.amberlin@defisemploi.bzh

Magalie LE CORRE – Chargée de mission : m.lecorre@defisemploi.bzh

Tancrede CHAUVIERE – Chargé de mission : t.chauviere@defisemploi.bzh

Hervé CORRE – Chargé de mission : h.corre@defisemploi.bzh

Dispositions relatives à la remise des plis

Les candidats n'ont pas à remplir de documents spécifiques relatifs à l'action d'insertion professionnelle au stade de la remise des plis car l'action d'insertion constitue une condition d'exécution du marché et non pas un élément de l'offre.

Les modalités détaillées de mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle sont déterminées uniquement lors de la phase de mise au point du marché.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Seul le titulaire pressenti sera tenu de renseigner une annexe à l'acte d'engagement « Action d'insertion professionnelle », lors de la phase de mise au point du marché.

Dans cette annexe « Action d'insertion professionnelle » le titulaire indiquera :

- les modalités de réalisation de l'action d'insertion (embauche directe, recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion...) étant précisé que concernant l'option n°3 « sous-traitance ou co-traitance à une entreprise d'insertion (E.I.) », l'entreprise a l'obligation de prendre l'attache de Défis Emploi qui validera le cas échéant le recours à cette option,
- le référent chargé du suivi de l'action au sein de l'entreprise

Cette annexe est disponible sur demande à/au :

(citer le Maître d'ouvrage et coordonnées du service marché)

Suite à l'attribution du marché et préalablement à sa signature et sa notification, le titulaire pressenti recevra par le biais de la messagerie du service des marchés l'annexe à l'Acte d'Engagement, relative à l'action d'insertion professionnelle.

Il disposera alors d'un délai de 15 jours francs à compter de sa réception pour retourner cette annexe complétée à/au (citer le Maître d'ouvrage). A défaut de la fourniture de cette annexe dans le délai indiqué ci-dessus, l'offre sera rejetée, sans mise en demeure. Le candidat classé second pourra se voir attribuer le marché.

Contrôle de l'application de la clause d'insertion professionnelle - Sanctions

Le maître d'ouvrage s'assurera par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements de l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire lors de la mise au point du marché.

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise devra prendre l'attache du chargé de mission « clause insertion professionnelle » qui étudiera avec elle les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre de répondre à ses obligations.

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché, en cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, s'agissant d'un manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité correspondante au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées multiplié par 50 € H.T. (cinquante euros hors taxes).

Précisions sur les dispositifs hors recrutement directs

1) Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (G.E.I.Q.)

Le G.E.I.Q. est un groupement d'employeurs dont la mission centrale est l'organisation de parcours d'insertion et de qualification avec comme perspective l'emploi durable. Le GEIQ est créé, piloté et géré par les employeurs qui le composent.

Les salariés du groupement d'employeurs effectuent des périodes de travail successives auprès des entreprises adhérentes au groupement. Ils sont liés par un contrat de travail principalement sous forme de contrats en alternance (contrat de professionnalisation et contrat d'apprentissage).

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Dans un GEIQ, les apprentissages théoriques en centre de formation alternent avec des situations de travail en entreprise. Le tutorat et la liaison tuteurs-formateurs sont organisés par le GEIQ.

2) L'Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.)

L'ETTI a pour mission de faciliter l'insertion de personnes en les rendant aptes à effectuer des missions de travail temporaire dans le même cadre juridique que l'intérim classique.

L'ETTI intervient pour faciliter l'insertion de personnes aptes à effectuer des missions d'intérim ordinaires en leur proposant un soutien adapté. L'ETTI assure l'accompagnement et le suivi des personnes embauchées en dehors du temps de travail. L'ETTI demeure la seule responsable de la réinsertion sociale et professionnelle. L'ETTI est conventionnée par le Préfet.

3) L'Association Intermédiaire (AI)

L'Association Intermédiaire a pour mission de mettre à disposition d'utilisateurs (particuliers, collectivités publiques, entreprises, associations etc.), dans le cadre de Contrat à durée déterminée d'usage (CDDU), à titre onéreux mais à but non lucratif, des personnes sans emploi.

Le fonctionnement de l'Association Intermédiaire est subordonné à un agrément renouvelé chaque année par le préfet. Outre la mise au travail, l'Association Intermédiaire a aussi pour rôle d'assurer l'accompagnement des personnes qu'elle salarie. La mise à disposition du salarié auprès d'une entreprise fait l'objet d'une réglementation spécifique (agrément, durée limitée).

4) L'Entreprise d'Insertion (E.I.)

L'Entreprise d'Insertion est une unité de production. Elle a pour objectif, à travers un contrat de travail à durée déterminée (CDDI) et une pédagogie appropriée, de faire accéder ses salariés à un emploi classique ou à une formation.

L'Entreprise d'Insertion doit assurer parallèlement un soutien à ses salariés dans leur parcours d'insertion. Cette fonction d'accompagnement est financée par la Collectivité. L'Entreprise d'Insertion produit des biens et services. Son activité est exercée avec les mêmes règles que toute entreprise.

La mise en place d'une Entreprise d'Insertion nécessite la signature d'une convention avec l'Etat. Les recettes de l'Entreprise d'Insertion sont liées à la production et à la commercialisation de biens et/ou prestations de services.

L'emploi des personnes en insertion fait l'objet d'un contrat de travail à durée déterminée d'insertion de deux ans maxima. La rémunération est fixée en référence à ce contrat et conformément au droit commun.

5.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

- le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions administratives non prévues initialement ;

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

- le réexamen du montant maximum ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévus initialement ;
- le réexamen des clauses de l'accord-cadre en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification de l'accord-cadre signé par les deux parties.

CLAUDE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE pour la révision des prix :

- En cas de suppression d'un indice en cours d'exécution de l'accord-cadre. Si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service,
- En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

L'ordre de service est envoyé via la plate-forme de la Place. A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur le profil de l'acheteur (LA PLACE), les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ Langue :

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre et en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dite Protection des données) et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite Loi informatique et libertés).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité, de respect de la réglementation en vigueur et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du marché, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire.

■ **Obligation liée au règlement EURATOM :**

Pour l'exécution du marché, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antitrust (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antitrust (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent marché. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent marché.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent marché :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent marché ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction –

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article *Pénalités*.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution de l'accord-cadre sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

6.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Mesures de sécurité :**

Les objectifs de sûreté et de sécurité visés, sont associés aux risques liés à la présence et/ ou à l'intervention de personnes externes à la Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA), dans des locaux opérationnels, et qui pourraient entraîner des risques inacceptables sur la sécurité des systèmes ou sur la sûreté des sites.

De manière à rendre ces risques acceptables, pour chaque opération planifiée, les objectifs de sécurité/sûreté et les moyens en réduction des risques, sont définis au titre du présent marché.

Le SNA-O et le CRNA-O assurent l'accès des sites au prestataire et aux personnes délégués par ce dernier en vertu de ce cahier des charges, sous réserve du respect des formalités d'accueil. Les sites étant considérés comme sites sensibles, l'attention du prestataire est notamment attirée sur le fait qu'une enquête est diligentée par les autorités assurant la protection du site avant l'établissement de tout titre d'accès. En cas d'avis négatif à la suite de cette enquête, l'accès au site sera refusé à la personne

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

concernée.

Le prestataire sera alors dans l'obligation de désigner un autre agent.

Formalités d'accueil

Le prestataire fournit tous les éléments demandés pour permettre d'établir les autorisations d'accès et titres de circulation propres à cet établissement (prévoir un délai de 3 semaines avant la date prévue de visite)

Pour ce qui relève de la sécurité des personnes, le titulaire est tenu de se conformer strictement aux mesures réglementaires en regard du code du travail. Le titulaire ne pourra ignorer les éventuelles modifications réglementaires qui pourraient intervenir en cours de marché.

Sécurité des chantiers

Le titulaire s'engage à réaliser un plan de prévention. Ses personnels et intervenants devront s'y conformer.

Le titulaire est tenu :

- de désigner un correspondant local sur site ayant toute autorité pour examiner, conjointement avec le chargé d'affaire du SNA-O et/ou du CRNA-O, tout problème pouvant survenir en cours de chantier ;
- de définir avant le début de l'opération la liste exhaustive des personnes appelées à intervenir sur place dans le cadre de la prestation.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités pour retard d'exécution	$P = \frac{M \times H}{30}$ <p>Où :</p> <p>M : valeur de la prestation.</p> <p>H : nombre d'heures ouvrées de retard en fonction des délais maximums contractuels</p>
Prestations mal ou non effectuées	$P = M \times T$ <p>Où :</p> <p>M : valeur de la prestation.</p> <p>T : 10 %.</p>
Non transmission des devis, rapports et bordereau de	$P = M \times J$ <p>30</p>

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
suivi des déchets	Où : M : valeur de la prestation. J : nombre de jours ouvrés de dépassement des délais maximums contractuels
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire 200,00 €
Non-respect clause sociale	En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause 200,00 € Par jour de retard à compter de la mise en demeures Nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées multiplié par 50 € H.T.
Non-respect des principes de la République	En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes : La DSNA notifie au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées. Le titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat. Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 200 euros HT par manquement. 200,00 €
Défaut de restitution des moyens d'accès aux sites	Pour les personnels intervenants du titulaire en possession, d'une carte d'accès à certains sites, le défaut de restitution de carte d'accès par le titulaire dans le délai prévu ou, à défaut, en fin de marché, ou du bon de commande, le soumet à une pénalité forfaitaire de cent euros (100 €) par carte non remise.

7.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes) :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au marché.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du marché ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le marché aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée.

DSNA / DO	Objet	Prestations de maintenance préventive, corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation pour les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNA-O) et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest (CRNA-O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2026-01-22	

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant
Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 - 44041 NANTES Cedex
Tél : 02.55.10.10.02
Courriel : greffe.tanantes@juradm.fr

8. FIN DE L'ACCORD-CADRE

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du marché ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG pour le point de départ
La rubrique *Prix du contrat de l'article 4.1* du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG
La rubrique *Conditions d'exécution à visée sociale* du CCAP déroge à l'article 16.1 des CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG
La rubrique *Délai de garantie* de l'article 8 du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ...



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)